

Accidents à répétition :

la direction dans le déni et le mépris de la santé des salarié·es !

La direction a présenté au CSE-Central le bilan sécurité 2025, qu'elle juge « conforme aux objectifs fixés ». Vu du 7^{ème} étage de Window, il n'y a pas vraiment de problème...

Or, pour les prestataires, l'année s'est terminée par un accident mortel. Pour les agents RTE, le nombre d'accidents est très élevé, dans la continuité de ces 3 dernières années.

Les chiffres montrent clairement que la politique récente du directoire est à l'origine d'une forte hausse des accidents.

Les gains de productivité réalisés sur le dos des agents ont entraîné une dégradation des conditions de travail et de sécurité.

L'année 2026 a commencé de façon dramatique. Le 5 mai, un conducteur de camion d'un sous-traitant d'Omexon est mort, percuté par une pelle mécanique sur un chantier ligne.

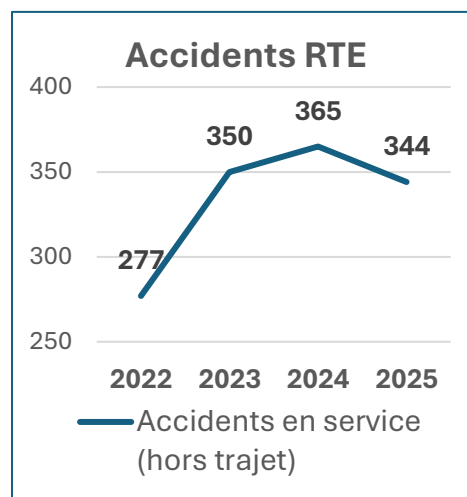
Le 30 avril, un collègue du GMR Normandie a été électrisé et grièvement brûlé, lors d'une recherche de fuite SF6 sur un disjoncteur 90.000 volts.

Cette semaine, les accidents graves se multiplient chez les prestataires.

Mercredi 27, un salarié de l'entreprise ELO a été électrisé lors du remplacement d'un disjoncteur 225kV au GMR Lyonnais. Les collègues du GMR lui ont porté secours en réalisant massage et défibrillation, permettant la reprise du rythme cardiaque.

Mardi 26, sur un chantier ligne 63kV au GMR Forez-Velay, un salarié de Bouygues a été projeté en l'air à une dizaine de mètres par la tension subite d'un câble sous ses pieds avant de retomber sur un camion. Le même jour, au GMR Bretagne, un salarié de Nexans réalisant une jonction sur des câbles souterrains a été électrisé, un courant l'a traversé de l'épaule vers le pied avec un flash entre son pied levé et le béton.

Ça ne peut pas continuer comme ça !





Oui, la sécurité est « l'affaire de tous » mais c'est l'employeur qui est responsable de l'organisation du travail. Mais à part appeler à la vigilance, que fait la direction pour réduire les risques ?!

Ainsi, suite à l'électrification où le collègue était seul sans pouvoir appeler les secours, la CGT a demandé d'intervenir à 2 agents minimum pour la maintenance HT & BT. Mais la direction refuse car les agents de groupement sont déjà en surcharge de travail et ça ferait des ressources en moins... Entre notre santé et les profits, le choix est vite fait.

À D&I, la CGT réclame depuis longtemps la création dans chaque Centre, d'un service interne dédié au contrôle des chantiers et au pilotage de la politique de sécurité. Mais ce n'est pas l'orientation actuelle qui externalise tout y compris la sécurité. Les entreprises sont de moins en moins accompagnées, ce qui génère plus d'accidents.

Il faudra imposer nos conditions de travail pour rester en bonne santé, en refusant les délais trop courts, les effectifs insuffisants, la surcharge de travail, le cumul des fonctions et responsabilités, le travail isolé etc.

Seule la solidarité entre travailleurs peut nous protéger.

Le 29 mai 2026

